

**CADRE DE COMPENSATION MDE TRANSITOIRE**

**« Bilan 2022 des actions de MDE  
et proposition d'évolution du cadre de compensation »**

**Comité MDE**

**La Collectivité de Saint-Barthélemy  
DEAL Guadeloupe  
ADEME Guadeloupe  
EDF Archipel Guadeloupe**

**ZNI :**

**SAINT-BARTHELEMY**

Madame Emmanuelle WARGON  
Présidente de la Commission de régulation de l'énergie  
15 rue Pasquier,  
75379 Paris Cedex 08

**Objet : Bilan 2022 des placements des actions de MDE**

Madame la Présidente,

Conformément aux délibérations de la Commission de régulation de l'énergie du 2 février 2017 et du 17 janvier 2019, vous trouverez ci-joint, le bilan des actions de MDE pour l'année 2022, ainsi que les propositions d'évolutions pour le cadre de compensation de Saint-Barthélemy.

L'année 2022 correspond à une année de première, avec la mise en place pour la toute première fois, à partir de la mi-année, d'un cadre réglementaire spécifique en matière d'accompagnement des actions de maîtrise de l'énergie pour le territoire de Saint-Barthélemy.

Dans un contexte de forte tension sur le réseau électrique, avec une augmentation notable de la consommation depuis plusieurs années, le territoire a eu recours à plusieurs reprises au dispositif des effacements de consommations en 2022, à l'aide de contrats spécifiques prévus pour Saint-Barthélemy. En parallèle, des actions réglementaires fortes ont été prises, avec la limitation à 9 kVA des puissances souscrites pour les nouveaux abonnements, sauf en cas de présentation d'un diagnostic énergétique. Enfin, l'île est également marquée par un contexte de double insularité, renforçant les situations de surcoûts à tous les niveaux.

C'est avec cette réalité que le comité MDE a œuvré pour la mise en place progressive, aidée par l'ancrage territorial de la collectivité, de partenariats avec différentes instances telles que la Chambre Economique Multiprofessionnelle, afin de favoriser la structuration et la professionnalisation des filières AGIR PLUS que l'on retrouve désormais dans chaque Zone Non interconnectée.

En effet, avec une reprise post-Irma désormais bien amorcée, les usages de l'électricité à Saint-Barthélemy conduisent à un déploiement massif et nécessaire d'actions relatives à l'isolation thermique, la climatisation performante, l'eau chaude solaire ou encore les brasseurs d'air. Pour ce faire, une étude approfondie des consommations a été menée en 2022, indiquant les gisements prioritaires sur lesquels agir.

Fort de ces données, le comité MDE prévoit, pour 2023, d'élaborer et de mettre en œuvre le plan de communication institutionnel de Saint-Barthélemy, porté par la Collectivité Territoriale, afin de diffuser au plus grand nombre, résidents comme touristes, les messages clés en matière de sobriété énergétique, d'éco-gestes et de maîtrise des consommations énergétiques.

Enfin, le territoire devrait connaître, en parallèle de la mise en place de la PPE, ses premiers placements en matière d'actions de MDE, sur le secteur tertiaire et résidentiels, un développement du réseau de partenaires et de nouvelles études.

Nous vous prions de recevoir, Madame la Présidente, nos plus cordiales salutations.

Le président de la  
Collectivité

Le directeur régional de  
l'ADEME Guadeloupe

Le directeur de la  
DEAL Guadeloupe

Le directeur d'EDF  
Archipel Guadeloupe

# Table des matières

<b>BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2022 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS .....</b>	<b>4</b>
1.1 BILAN DES ACTIONS DE MDE ET DE LA MISE EN PLACE DU CADRE DE COMPENSATION .....	4
1.2 BILAN DES AUTRES VOILETS DU CADRE DE COMPENSATION ET EVOLUTIONS .....	4
1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement .....	4
1.2.2 Conseillers info-énergie .....	7
1.2.3 Bilan des actions et budgets du plan de communication : .....	8
1.2.4 Résultats des études.....	9
1.2.5 Actions parallèles et autres programmes .....	9
1.2.6 La mise en place de d'une réglementation favorable à la maîtrise de l'énergie.....	9
1.3 SUIVI DU PROCESSUS D'ADOPTION DE LA PPE.....	10
<b>2 - SYNTHESE DU CADRE 2022-2023 MIS A JOUR .....</b>	<b>11</b>

*Avertissement : l'ensemble des valeurs exprimées en euro dans le présent document sont des données non actualisées*

# BILAN DES ACTIONS REALISEES EN 2022 ET PROPOSITIONS D'EVOLUTIONS

## 1.1 Bilan des actions de MDE et de la mise en place du cadre de compensation

Compte tenu d'un lancement du cadre de compensation transitoire en avril 2022, les efforts du comité MDE se sont essentiellement portés sur la constitution d'un réseau d'entreprises habilitées à effectuer les principaux travaux de MDE tels que :

- Isolation thermique
- Climatisation performante
- Brasseurs d'air
- Chauffe-eau solaire
- Chauffe-eau thermodynamique

Ces offres historiques, qui représentent l'essentiel des économies d'énergie générées sur la plupart des territoires, requièrent une nécessaire vérification des différentes formations et habilitations associées aux techniques métiers correspondantes. L'absence de plateau technique de formation RGE sur le territoire a ralenti la faisabilité du processus de qualification des entreprises.

La mise en place du cadre de compensation a ainsi principalement permis de nouer les premières relations entre les instances représentant la filière économique du territoire (à Saint-Barthélemy) et les organismes de formation qualifiés RGE (en Guadeloupe). Le comité MDE a réalisé plusieurs actions de communication en allant à la rencontre des entreprises mais aussi par l'intermédiaire d'instances locales telles que la Chambre Economique Multiprofessionnelle de Saint-Barthélemy, ce qui a permis de toucher une trentaine de professionnels.

La question des filières de recyclage a également été posée et prise en main par la Collectivité, notamment pour la filière climatisation et traitement des fluides frigorigènes.

Afin de rassurer les entreprises, un travail de formation a été mis en place par le fournisseur historique pour familiariser les premières entreprises intéressées aux prérequis techniques et administratifs. Il en ressort que la capacité structurelle des entreprises, renforcée par une approche culturelle différente, cause de premiers freins à la constitution du réseau de partenaires.

Bien que représentant 30 % de la consommation d'électricité, l'exclusion du secteur touristique a reçu un accueil mitigé de la part des entreprises, dont la plupart effectuent leurs travaux dans ce secteur clé pour l'économie de l'île.

Le Comité MDE a néanmoins poursuivi ses efforts et de premières entreprises ont entamé les démarches de qualification attendues, se préparant ainsi à l'arrivée de premiers dossiers de travaux ayant bénéficié des primes du cadre de compensation. Ce retour d'expérience nous permettra alors d'évaluer les éventuelles disparités en matière de norme et de prix qui pourraient exister sur le territoire.

Un profond travail de communication au plus proche des habitants est attendu sur l'année à venir afin d'informer, sensibiliser et accompagner à la réalisation de travaux d'économies d'énergie. Nous détaillons cette stratégie dans la section suivante.

## 1.2 Bilan des autres volets du cadre de compensation et évolutions

### 1.2.1 Communication, sensibilisation et accompagnement

#### 1.2.1.1 Plan de communication institutionnel porté par la Collectivité de Saint-Barthélemy

Le contexte énergétique du territoire est singulier, les enjeux sur les ressources naturelles sont nombreux, à commencer par ceux pour la ressource eau. En effet, la production d'eau douce dépend directement de la production d'électricité (désalinisation) et peut également être impactée par les aléas naturels. Au regard de ce contexte, à l'heure des grands enjeux énergétiques mondiaux, le comité MDE souhaite impulser une dynamique forte en matière de communication institutionnelle.

Le plan de communication sera porté par la Collectivité Territoriale.

Il convient donc de prioriser rapidement trois axes : la sensibilisation, les éco-gestes et la communication autour du dispositif AGIR PLUS.

#### 1.2.1.2 Eléments d'analyse

Trois points prioritaires :

- **AGIR PLUS :**

Le dispositif s'adresse en premier lieu aux entreprises qui restent décisionnaires pour devenir partenaires Agir plus et donc répercuter sur leurs clients le montant des primes prévues dans le cadre de compensation. L'objectif est d'améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments en incitant à l'installation de matériel moins énergivore et de matériaux isolants. Ce projet agit à différents niveaux en facilitant l'adhésion administrative des partenaires qui eux toucheront les clients. Parmi ces derniers, les hôtels et villas destinées à la location saisonnière ne sont pas concernés par ces offres. Agir Plus devrait donc toucher, au vu du rapport sur l'année 2021, deux tiers des bâtiments résidentiels et tertiaires de St Barthélemy.

- **ECO gestes :**

Ce point concerne tout le monde. La communication devra donc être la plus étendue possible. Proposer aux habitants d'adopter des gestes concrets, adaptés aux spécificités de l'île afin de tendre vers une sobriété énergétique en consommant moins.

- **Sensibilisation / accompagnement :**

Proche du thème précédent, c'est sans doute la partie la plus importante, car la sensibilisation à la consommation énergétique, à l'instar de celle liée à l'environnement et/ou au développement durable doit débiter au plus tôt pour permettre une adoption naturelle de nouveaux comportements.

### **1.2.1.3 Les cibles**

De manière générale, le sujet doit toucher toutes les parties de la population.

- La jeunesse : les adultes de demain qui dirigeront à leur tour la société. Permettre une évolution des esprits dès le plus jeune âge.
- Les résidents : améliorer l'efficacité énergétique des logements, des appareils, des habitudes à travers les propriétaires, locataires, et résidents de l'île.
- Les entreprises : ce sont les acteurs qui sont en première ligne dans la mesure où ils ont la capacité de proposer à leurs clients du matériel moins énergivore, des solutions alternatives, et de sensibiliser à travers des offres les résidents de l'île.

### **1.2.1.4 Les ressources à mobiliser**

La communication doit émerger des différentes institutions, à différents niveaux, pour une plus grande efficacité. Cette communication doit être coordonnée et passe par différents canaux : réseaux, bouche à oreille, presse écrite/orale, courrier, campagnes de sensibilisation, événements dédiés, présence sur événements extérieurs, ateliers, interventions dans les écoles...

- La CEM : Une communication ciblée auprès des entreprises. Des formations adaptées, qualificatives pour l'obtention des différents labels. Présence dans les écoles (Forum des métiers)
- Le Fournisseur Historique : Communication auprès de tous les clients / usagers. Collaboration avec les entreprises à travers des partenariats. Incitation aux demandeurs de comptage de faire des efforts sur la puissance demandée (désormais obligatoire pour toute demande supérieure à 9kVA)
- ATE : Ateliers, interventions dans les écoles. L'Education Nationale a aussi son rôle à jouer dans un programme de sensibilisation
- Collectivité : Service de communication. Arrêtés. Sensibilisation et choix pertinents au niveau de tous les services (urbanisme, tourisme, services techniques, aménagement du territoire...). Implication du Conseil Territorial des Jeunes
- Presse écrite/audio

Il est également envisagé de recruter un « conseiller éco-énergie » au sein de l'ATE, de la CEM ou de la collectivité pour mener et coordonner toutes ces actions.

#### 1.2.1.5 Stratégie

La stratégie sur l'aspect communication se déclinera suivant 3 pistes principales :

- Création d'une identité visuelle claire : Mise en place d'un logo indentifiable par tous qui serait visible partout. Une identité visuelle claire qui ne peut être équivoque, propre à l'île de St Barthélemy. A Mayotte, par exemple, un logo et une « marque déposée » en shimahorais (langue locale) ont été mis en place : Hodari (qui signifie performant).
- Création d'un site internet dédié à la maîtrise de l'énergie.  
Aujourd'hui, une page, dédiée à la transition énergétique, est disponible sur le site de la Collectivité. Elle manque cependant de visibilité. Une adresse mail [monenergie@comstbarth.fr](mailto:monenergie@comstbarth.fr) a été créée.
- Création de réseaux sociaux dédiés à la maîtrise de l'énergie de Saint-Barthélemy (exemple : Facebook, Instagram, etc.)

Concernant la stratégie globale du plan de communication institutionnel, nous identifions 3 grands items qui requièrent chacun une déclinaison particulière dans leur approche :

#### ➤ **AGIR PLUS : la communication s'adresse à deux cibles :**

- Partenaires/ entreprises : communication du fournisseur historique auprès de ses partenaires, mobilisation de la CEM auprès des entreprises de l'île. La Collectivité pourra relayer les informations.
- Clients finaux, résidents de l'île. L'offre AGIR PLUS doit être connue de tous ; Le Fournisseur Historique pourra informer ses clients, en ajoutant dans le courrier de facturation des flyers ou sur le compte personnel de chaque usager. La Collectivité pourra relayer les informations.

#### ➤ **ECO-GESTES / SENSIBILISATION :**

- Entreprises :

Communication ciblée, mailing avec la CEM.

Mise en place de formations pour avoir des qualifications, des labels certifiés. Communication du Fournisseur Historique auprès de ses partenaires. La Collectivité pourra relayer les informations.

- Résidents :

Communication du Fournisseur Historique auprès de ses clients. La Collectivité joue un rôle important sur le sujet et peut intervenir sur différents axes :

- Campagne de sensibilisation (ciblée et générale) : communication interne à travers une gazette mensuelle, et externe via son magazine trimestriel et les réseaux sociaux.
- Communication externe sur journaux, magazines, à la radio et réseaux sociaux externes
- Relais des actualités liées à l'énergie à St Barth
- Création d'une adresse : [monenergie@comstbarth.fr](mailto:monenergie@comstbarth.fr)

- Création d'un logo identifiable et clair, à utiliser pour toute occasion
- Mise en place d'un site internet dédié à la transition énergétique (montant estimé : 40 000€)
- Mise en place de stands sur les événements ponctuels existants tels que : Bucket Regatta, Voiles de St Barth, Transat Paprec, West Indies Regatta. Logo bien visible, présentation de matériels, innovations, brochures, conseils
- Mise en place d'un stand régulier sur le Marché de St Barth
- Choix politiques : Arrêté limitant à 9kVA pour toute nouvelle demande, interdiction / limitation / taxation sur l'importation des matériels énergivores, polluants, réglementation sur les piscines, sur l'éclairage des commerces, ...
- Collaboration avec la commission Tourisme dans l'élaboration d'un label qualité/environnement qui pourrait être élargi à tous les socio-professionnels de l'île à travers une charte de bonne conduite incluant la sobriété énergétique. Information lors de la journée d'intégration annuelle qui s'adresse aux saisonniers.
- Implication du Conseil Territorial des Jeunes.
- Connaissance du territoire : Etudes relatives à la consommation énergétique sur l'île menées par le comité MDE ou la Collectivité directement.
- Création d'un événement dédié à la sensibilisation avec la présence de personnalités, sommités dans le domaine ou artistes.

## ➤ SENSIBILISATION / ACCOMPAGNEMENT

### • Ecoles :

- Interventions adaptées dans les différents établissements scolaires de l'île en collaboration avec l'ATE
- Présence de la CEM et d'un stand lors du forum des métiers
- Sensibilisation inscrite dans le programme officiel
- Concours entre les écoles pour créer une émulation, des vocations
- Propositions et interventions du Conseil Territorial des Jeunes dans les écoles

### • Visiteurs :

- Mise en place d'un guichet électricité/eau à l'entrée sur le territoire au niveau du port de plaisance et de l'aéroport
- Distribution de brochures/flyers dans tous les établissements recevant du public (en priorité, hôtels, villas et locations saisonnières)

### 1.2.2 Conseillers info-énergie

La réalisation et le suivi de ces différentes actions de sensibilisation énumérées plus haut s'appuiera sur le recrutement d'un conseiller éco-énergie sur le territoire de Saint-Barthélemy. A ce jour, le territoire ne dispose pas d'un tel profil pourtant indispensable à la mise en œuvre d'une véritable politique de sensibilisation auprès des acteurs de Saint-Barthélemy.

Il aura pour mission :

- d'informer ses différents interlocuteurs (grand public, particuliers, maîtres d'ouvrage publics ou privés, organismes gestionnaires de patrimoine immobilier, professionnels de la filière bâtiment, élus et techniciens de collectivités, professionnels du tourisme, touristes, etc.) sur les enjeux énergétiques, écologiques et sanitaires du territoire, sur les solutions techniques de l'éco-bâtiment et des énergies renouvelables, sur les coûts, les aides financières, et la réglementation locale.
- de conseiller les porteurs de projets sur les thèmes suivants : conception ou rénovation du bâtiment, économies d'énergie, matériaux de construction et d'isolation, ventilation, énergies renouvelables, gestion de l'eau, etc.
- de réaliser ou de coordonner la réalisation d'études d'aide à la décision lancées par la collectivité et/ou par le comité MDE. Ces études peuvent comprendre à la fois des bilans énergétiques (besoins, consommations), des prédimensionnements des installations et du chiffrage pour aboutir à des préconisations de travaux.

- d'analyser les audits énergétiques remis par les pétitionnaires souhaitant déroger à la limitation de puissance de 9kVA

- d'initier, soutenir et suivre le développement de projets liés à la maîtrise de l'énergie auprès de différents acteurs (particuliers, collectivités locales, entreprises, etc.) et à différentes échelles (bâtiment, quartier, intégralité de l'île).

Le coût annuel est estimé à 80 000€.

### 1.2.3 Bilan des actions et budgets du plan de communication :

#### 1.2.3.1 Plan de communication du comité MDE porté par la Collectivité

Nom de l'action	Porteur parmi les membres du comité MDE	Vecteurs de diffusion	Budget (TTC)
Communication institutionnelle en faveur de la maîtrise de la demande énergétique en Saint-Barthélemy pour la période 2022-2023	Collectivité territoriale	<input type="checkbox"/> Guide et flyers (ménages, petits commerces alimentaires, entreprises de services) <input type="checkbox"/> Spots TV <input type="checkbox"/> Spots radio <input type="checkbox"/> Affichage <input type="checkbox"/> Annonces Presse <input type="checkbox"/> Site internet <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux (Facebook et google ads)	100 000 euros
Actions de proximité, Conseiller en énergie partagé (info énergie)	Collectivité territoriale, ADEME	Ressources humaines	80 000 euros
Amélioration de la connaissance énergétique du territoire : enquête et études afin d'améliorer le cadre de compensation	Collectivité Territoriale, ADEME, DEAL, Fournisseur Historique	Rapport d'audit Présentation au comité MDE	50 000 euros

#### 1.2.3.2 Plan de communication du fournisseur historique

Les actions de communication vont se concentrer sur la campagne sobriété énergétique et sur la mise en valeur du réseau de partenaires AGIR PLUS, ainsi que des filières.

La mise en avant des offres à destination des professionnels a aussi été effectuée.

Nom de l'action	Porteur parmi les membres du comité MDE	Vecteurs de diffusion	Budget
campagne sobriété énergétique	Fournisseur historique	<input type="checkbox"/> Spots radio <input type="checkbox"/> Flyer <input type="checkbox"/> Presse <input type="checkbox"/> Site internet	15 k€

		<input type="checkbox"/> Réseaux sociaux	
Campagne AGIR PLUS SBH	Fournisseur historique	<input type="checkbox"/> Spots radio <input type="checkbox"/> Flyer <input type="checkbox"/> Presse <input type="checkbox"/> Site internet <input type="checkbox"/> Réseaux sociaux	5 k€

#### 1.2.4 Résultats des études

Concernant les études terminées, les rapports finaux sont fournis en annexe.

Ci-dessous vous trouverez le détail concernant les études en cours :

Segment	Etudes	Avancement
<b>Résidentiel/tertiaire</b>	Etude sur l'efficacité énergétique du parc résidentiel et tertiaire	<p>Lancée au début du cadre de compensation, cette étude a été finalisée en 2023.</p> <p>Les scénarios proposés serviront à affiner le cadre de compensation.</p>
<b>Résidentiel/tertiaire</b>	Etude sur l'offre distributeurs et fabricants d'équipements sur le marché de Saint-Barthélemy	<p>Lancée au début du cadre de compensation, cette étude a été finalisée en 2023.</p> <p>Les scénarios proposés serviront à affiner le cadre de compensation.</p>

#### 1.2.5 Actions parallèles et autres programmes

##### 1.2.5.1 Articulation avec la Chambre Economique Multiprofessionnelle

La CEM est un organe clé qui servira de levier relationnel avec le tissu économique du territoire.

L'ADEME a établi un partenariat en octobre 2021 avec la CEM pour le relais du fonds tourisme durable sur le territoire de Saint-Barthélemy.

##### 1.2.5.2 Fonds Tourisme Durable (FTD)

Lancé en en octobre 2021 de part une convention de partenariat, le FTD a pour objectif d'initier et d'accélérer les démarches de transition écologique portées par les hébergeurs et restaurateurs.

Ces-derniers bénéficient d'abord d'un diagnostic environnemental et d'un plan d'actions personnalisé, tous deux gratuits, avant de pouvoir déposer une demande de soutien financier auprès de l'ADEME sur un vaste nombre d'actions éligibles.

Saint-Barthélemy est un partenaire FTD actif avec une vingtaine de diagnostics réalisés, 5 projets financés et plusieurs prospects.

Il est à noter qu'en dehors des actions de MDE tel que des brasseurs d'air, de l'éclairage performant, des appareils de froid performants, des action hors MDE tels que des dispositifs de récupération d'eau pluviale, des composteurs en bac pour biodéchets ou encore des actions de végétalisation sont éligibles au FTD.

L'ADEME a une visibilité sur la pérennité du FTD jusqu'en 2024.

#### 1.2.6 La mise en place de d'une réglementation favorable à la maîtrise de l'énergie

Il est ici utile de rappeler que la collectivité de Saint-Barthélemy disposant notamment de la compétence énergie est en mesure d'adopter une réglementation destinée à accompagner la stratégie de maîtrise de la demande en énergie accompagnée par le cadre de compensation. Ses compétences en matière fiscale, d'urbanisme et d'environnement offrent également de sérieux atouts.

A ce titre, la première mesure prise en février 2023 a été de limiter la puissance de souscription des comptages EDF à 9 kVA et à encadrer toute demande de dérogation, y compris pour les professionnels, de la production d'un audit énergétique justifiant des mesures de maîtrise de la demande en énergie prise par le pétitionnaire.

L'augmentation progressive de la taxe sur l'électricité s'est poursuivie cette année en passant de 10 à 15 % pour les abonnements dont la puissance souscrite est inférieure ou égale à 12 kVA et de 20 à 30 % pour les autres. Au 1er janvier 2024, le taux passera à 20 % pour les abonnements dont la puissance souscrite est inférieure ou égale à 12 kVA et à 60 % pour les autres.

Si les effets en matière de prise en compte de la maîtrise de l'énergie commencent à se faire sentir auprès de certains porteurs de projets et maîtres d'œuvre, la collectivité poursuivra ses efforts dans les mois à venir sur les points suivants afin de contenir au maximum :

- L'élaboration d'un code de la construction et d'une réglementation thermique adaptée
- L'encadrement de la consommation électrique et en eau des piscines
- L'encadrement de l'illumination des commerces de nuit
- La limitation des importations de matériels énergivores
- La révision du régime d'aide à l'installation de chauffe-eaux solaires (et élargissement à d'autres dispositifs)

Par ailleurs, la collectivité devrait être en mesure avant la fin de l'année 2023 de pouvoir fixer un tarif de rachat de l'électricité photovoltaïque afin non seulement de pouvoir apporter un soutien à la production dans le contexte du projet de renouvellement des moteurs de la centrale thermique.

### **1.3 Suivi du processus d'adoption de la PPE**

La Collectivité a adopté son projet de PPE par délibération du conseil territorial en date du 22 décembre 2022. Accompagnée de son évaluation stratégique environnementale, la PPE a été formellement transmise à la ministre de la transition énergétique par courrier en date du 27 mars 2023.

Un courrier accusant réception de ce projet est en cours d'élaboration par deux ministères conjoints, la ministre de la transition énergétique et le ministre des outre-mer. Ce courrier répondra notamment à la demande de la collectivité de bénéficier d'un tarif de rachat pour l'électricité photovoltaïque par anticipation. Des séances de travail devront alors être organisées pour élaborer ce tarif.

L'avis de l'autorité environnementale sera émis dans un délai de trois mois par le CGEDD, en parallèle de l'avis de la CRE. La PPE sera également examinée par deux comités, CSE et CNTE, après saisine par le ministère. La finalisation du document est envisagée au cours du premier trimestre 2024.

## 2 - SYNTHÈSE DU CADRE 2022-2023 MIS A JOUR

### ➤ Liste des actions standard et non standard

Données cumulées et actualisées en k€.

Secteur	Actions MDE	Efficienne	Gains SPE	Surcoûts évités	Charge SPE	Prime totales
Résidentiel	BAR - Brasseur d'air (France d'outre-mer)	2,5	275	457	182	103
	BAR - Chauffe-eau solaire individuel (France d'outre-mer)	2,1	199	388	190	122
	BAR - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	1,6	78	200	122	87
	BAR - Climatiseur performant (France d'outre-mer) A++	1,5	54	157	103	76
	BAR - Climatiseur performant (France d'outre-mer) A+++	1,6	106	281	175	127
	BAR - Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)	1,5	951	2 841	1 891	1 395
	BAR - Isolation des murs (France d'outre-mer)	1,5	46	140	94	70
	BAR - Lampe à LED de classe A++	1,3	6	28	22	17
Autres tertiaires	BAT - Actions non standard Saint-Barthélemy	2,4	415	713	299	174
	BAT - Brasseur d'air (France d'outre-mer)	1,7	50	123	73	52
	BAT - Chauffe-eau solaire (France d'outre-mer)	2,6	63	104	40	22
	BAT - Chauffe-eau thermodynamique à accumulation	1,8	19	42	23	16
	BAT - Climatiseur performant (France d'outre-mer) A++	1,7	43	102	60	42
	BAT - Climatiseur performant (France d'outre-mer) A+++	1,8	82	191	109	76
	BAT - Isolation de combles ou de toitures (France d'outre-mer)	3,3	2 932	4 184	1 253	523
	BAT - Isolation des murs (France d'outre-mer)	3,5	225	314	90	35
	BAT - Lampe à LED de classe A+ (France d'Outre-mer)	5,2	296	366	70	7
	BAT - Luminaire d'éclairage général à modules LED	2,1	89	172	82	52
		2,22	5 927	10 804	4 877	2 999